

## RICHARD BURT

Directeur général, McLarty Associates ; Ancien ambassadeur des Etats-Unis en Allemagne

### Ali ASLAN

Notre premier membre a occupé de nombreuses fonctions importantes, notamment en tant que secrétaire d'État adjoint aux Affaires européennes au département d'État. Il a également été ambassadeur en Allemagne à un moment très critique, de 1985 à 1989, et il est actuellement le directeur général de McLarty Associates, basé à Washington D.C. Richard Burt, vous avez été ambassadeur en Allemagne et vous avez aussi travaillé sur l'UE. Nous sommes très curieux d'entendre votre déclaration d'ouverture sur l'état actuel de l'UE.

### Richard BURT

Pour lancer la discussion, permettez-moi d'énoncer quelques aspects, que j'espère provocateurs. J'aimerais rappeler à certains d'entre vous qui lisent le *Wall Street Journal* une tribune publiée après une visite en Europe de Donald Trump l'été dernier. Elle a été écrite par H.R. McMaster, conseiller à la sécurité nationale du Président, et Gary Cohn, qui préside le Conseil économique national. Le titre de cet article était : « L'Amérique d'abord (*America First* en anglais) ne veut pas dire l'Amérique seule ». Je ne sais pas si je partage ce point de vue, mais je pense que l'Amérique d'abord signifie sûrement l'Europe seule.

Nous vivons un changement absolument crucial et historique, où le message de Washington à l'Europe et à l'UE est aujourd'hui : « Débrouillez-vous ». Si on regarde en arrière, tant la période de l'immédiat après-guerre, la guerre froide et le lendemain de la guerre froide, l'influence stabilisatrice de la politique internationale a toujours été la relation américano-européenne. Cette donne a évolué, sans doute pour de bon.

Pas un seul grand leader européen n'entretient aujourd'hui avec Donald Trump une relation privilégiée, telle qu'il a pu exister par le passé non seulement entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, mais aussi depuis les années 1950 entre Eisenhower et Konrad Adenauer, entre Ronald Reagan et Margaret Thatcher, entre Tony Blair et Bill Clinton ou George W. Bush, et plus récemment entre Angela Merkel et Barack Obama. La politique américaine se concentre moins sur les valeurs occidentales et partagées, que sur le transactionnalisme. La politique américaine insiste sur l'Inde, la Chine, l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud, et non sur la relation avec l'Union européenne. Cela met les Européens, et l'UE en particulier, en difficulté.

Sans les États-Unis en tant que partenaire le monde est effrayant pour les Européens. Or, cela peut aussi se révéler une force de changement pour l'Europe, un coup de fouet l'un permettant d'assumer de nouvelles responsabilités et un nouveau leadership. Cependant, ce basculement fondamental de la relation transatlantique jadis au cœur des relations internationales va entraîner des pressions et des défis réels, non seulement pour Bruxelles et les institutions bruxelloises, mais aussi pour les principaux acteurs européens.

Deuxièmement, cela signifie que l'Europe doit se renforcer. Nous reconnaissons tous l'importance de relever les défis économiques, de régler la question du système monétaire européen, de trouver un moyen de traiter certaines questions européennes persistantes comme la croissance. Des progrès ont d'ailleurs été réalisés dans ces domaines, mais je voudrais souligner l'importance du renforcement et de la consolidation du pilier européen de la défense. Quand Trump était en Europe l'été dernier, le grand débat a été de savoir si les Européens accepteraient l'augmentation de 2 % de leur budget défense. A mon avis, ce n'est pas la bonne manière de traiter de cette question. Les Européens ne devraient pas voir leurs dépenses de défense comme un moyen d'apaiser les Américains, mais comme la possibilité de jouer un rôle plus important sur la scène politique internationale. C'est pourquoi ils doivent renforcer leur défense. Un consensus commence à émerger dans ce sens et, en tant qu'Américain, je saluerai tout effort visant à renforcer la sécurité et la défense européennes.



Troisièmement, l'Europe a besoin d'une stratégie commune pour réguler et protéger ses frontières. Je ne parle pas d'un mur trumpien à travers l'Europe, mais de la nécessité d'une stratégie d'immigration à l'échelle européenne, non pas mise en œuvre sur une base nationale, mais bien au niveau de l'UE. Il faut faire beaucoup plus dans ce domaine. Le problème de l'immigration a pris beaucoup d'ampleur récemment, notamment en Europe de l'Est, et la seule solution est une approche européenne du contrôle et de la protection des frontières.

Mon avant-dernière idée concerne la nécessité de remédier à l'indocilité de certains Européens de l'Est. Je ne parle pas ici uniquement de la Pologne, mais aussi de la Hongrie et de certains autres pays de l'Est plus récemment rentrés dans l'UE. Un accord doit être trouvé à Bruxelles pour montrer qu'on ne peut s'affranchir des normes et des règles de l'UE car, si l'UE ne réagit pas, elle risque une possible désintégration.

Je terminerai par dire que je reste fondamentalement optimiste au sujet de l'Europe, et ce pour trois raisons. Tout d'abord, je suis très heureux des résultats des récentes élections allemandes. Je suis soulagé de voir que, même les discussions pour former une coalition à Berlin restent intenses, Angela Merkel est restée au pouvoir. La Chancelière joue un rôle crucial de leader. Ce qui m'amène au deuxième aspect, le résultat des élections en France. Dorénavant, les Allemands auront potentiellement un partenaire français, ce qui pourrait redynamiser une alliance franco-allemande au sein de l'UE, qui a toujours été le moteur vital de la croissance et de la modernité en Europe.

Et j'en viens à mon troisième et dernier point. En ce qui concerne tous les débats et discussions avec Londres sur le déroulement du Brexit, et sur la manière dont les Britanniques vont négocier avec succès ou non leur sortie de l'UE, je crois secrètement qu'en fin de compte, la Grande-Bretagne ne sortira pas de l'Europe.

#### **Ali ASLAN**

Alerte info depuis Marrakech : la Grande-Bretagne ne sort plus de l'UE. Merci beaucoup pour ces remarques d'introduction, qui nous donnent matière à réflexion, dans la mesure où la relation spéciale entre les États-Unis et l'UE ne sera plus la même, et qu'il s'agit peut-être là pour l'Europe d'une occasion de gagner en indépendance et de grandir, excusez le terme, en particulier sur le plan de la sécurité. Vous avez mentionné un article du *Wall Street Journal*, un journal de qualité.